

# Grande victoire ! Fin de l'accord Orange/Partner Communications

**Orange : l'année 2016 commence bien pour la campagne BDS en France**

{english below}

La Campagne BDS France, le 6 janvier 2016

Un article du journal israélien Haaretz publié le 3 janvier révèle que le groupe Orange va mettre fin à son accord avec la société israélienne Partner Communications dès le mois prochain. Ainsi il aura fallu six ans à la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour faire plier Orange et convaincre sa direction de couper les liens avec une entreprise complice de la colonisation brutale et des crimes de l'Etat israélien.

En effet, c'est en 2010 qu'une organisation israélo-palestinienne, Who Profits, signale la présence d'Orange dans les colonies israéliennes et la fourniture de services réservés exclusivement aux colons et aux soldats israéliens d'occupation. La Campagne BDS France est alors alertée, et elle interpelle les syndicats de France Télécoms, leur demandant de prendre position contre cette présence en parfaite contradiction avec la charte éthique de l'entreprise. En 2011, c'est donc SUD PTT qui porte d'abord la contestation au sein de l'entreprise, très vite rejointe par la CGT. Malgré cela, Orange renouvelle son contrat avec l'entreprise israélienne Partner Communications en mai 2011.

En 2012, l'AFPS, Association France Palestine Solidarité, lance une grande pétition citoyenne pour faire pression sur

Orange, et une action commune est organisée entre la Campagne BDS France, l'AFPS, SUD PTT et la CGT lors de l'Assemblée Générale du groupe en juin 2012. La campagne, avec la participation du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI), prend alors deux formes : d'une part, des actions citoyennes devant les agences Orange dans toute la France, actions d'information et de collectes de signatures via une pétition par cartes postales adressées à la direction d'Orange; d'autre part, des initiatives directement auprès de la direction d'Orange, du gouvernement français et du ministère palestinien des télécommunications. A l'occasion du Forum Social Mondial de Tunis en 2013, les cartes postales sont traduites en arabe et la campagne est étendue à la Tunisie, mais aussi à l'Espagne, grâce à la coordination de la campagne BDS en Palestine. La campagne se diffuse sur Facebook et Twitter, mais aussi dans la presse généraliste.

En 2015, le site d'information Electronic Intifada révèle que, lors de l'attaque israélienne meurtrière sur Gaza de l'été 2014, Partner Orange a sponsorisé deux unités de combat et fournit des services gratuits, des générateurs, des chargeurs et des tablettes aux soldats, ternissant encore un peu plus l'image de l'entreprise. La stupeur est de rigueur, et se renforce avec la publication du rapport « Les liaisons dangereuses d'Orange », un réquisitoire rédigé par les associations françaises de protection des droits humains dans le monde dont le CCFD, la FIDH, la LDH, et l'association palestinienne Al-Haq.

La campagne est alors étendue au Maroc, mais surtout à l'Egypte, un pays clé dans la stratégie d'Orange qui souhaite y renommer sa filiale Mobinil (30 millions d'abonnés) en « Orange Egypte ». Un communiqué commun est publié entre BDS France et BDS Egypte: c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Stéphane Richard, le président d'Orange, annonce alors son intention de retirer sa marque du marché israélien

de téléphonie mobile. La machine est lancée et ses dénégations n'y feront rien: huit mois plus tard, plus aucun téléphone portable en Israël ne mentionnera la marque Orange. Cette défaite est particulièrement cuisante pour Haim Saban, principal investisseur de Partner Communications, qui avait déclaré la guerre à la campagne BDS.

Bien-sûr nous resterons vigilants jusqu'à la rupture définitive de l'accord d'Orange avec Partner Communications, et nous continuerons inlassablement de dénoncer les investissements, même réduits, qu'Orange maintient en Israël. Bien sûr, pour les Palestiniens, la colonisation continue et Partner Communications maintient ses 200 antennes relais et installations téléphoniques illégales, l'occupation israélienne continue à tuer plus d'un Palestinien par jour en moyenne, Gaza vit toujours sous un blocus insupportable et la moitié des Palestiniens du monde sont toujours empêchés de rentrer chez eux. Mais aujourd'hui, il y a deux raisons de se féliciter. D'une part, grâce aux pressions coordonnées de la campagne BDS dans le monde entier, l'entreprise française Orange ne participera plus aux exactions de Partner Communications dans les colonies israéliennes. Et d'autre part, il s'agit d'une nouvelle leçon pour les investisseurs étrangers qui doivent comprendre qu'ils ne peuvent désormais plus impunément tirer profit d'une des dernières situations coloniales dans le monde.

A l'aube d'une nouvelle année, ce retrait d'Orange des colonies ne fait que s'ajouter à une longue série de victoires (Veolia, G4S, mais aussi sur le terrain du boycott culturel et universitaire) qui augurent du succès d'une campagne qui contribuera inévitablement, tôt ou tard, à libérer les Palestiniens de leur condition de servitude sur leur propre terre.

---

## Revue de presse :

Article dans Haaretz:

<http://www.haaretz.com/israel-news/business/.premium-1.695206>

Traduction ici:

<http://collectif69palestine.free.fr/spip.php?article958>

Résumé ici:

<http://www.pourlapalestine.be/les-liens-entre-orange-et-son-partenaire-israelien-rompus-en-fevrier/>

Article dans Electronic Intifada:

<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/frances-orange-dumps-israeli-affiliate-backed-gaza-war>

Traduction ici:

<http://www.info-palestine.net/spip.php?article15829>

Réaction du BNC palestinien:

[https://www.facebook.com/permalink.php?story\\_fbid=1103391729705686&id=115083011869901](https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=1103391729705686&id=115083011869901)

Réaction de SUD PTT:

<http://www.solidaires.org/Orange-sans-Partner-Enfin>

Déclaration officielle d'Orange:

<http://www.orange.com/fr/Presse-et-medias/communiqués-2016/Orange-prend-acte-du-rebranding-de-Partner>

Réaction de l'AFPS:

<http://www.france-palestine.org/L-entreprise-israelienne-Partner-confirme-la-resiliation-de-son-contrat-avec>

Déclaration du BNC:

<http://bdsmovement.net/2016/orange-drops-israel-affiliate-following-bds-pressure-13648>

Article dans le Figaro:

<http://bourse.lefigaro.fr/indices-actions/actu-conseils/orange>

## **Orange: 2016 gets off to a good start for the BDS France Campaign**

BDS France Campaign, 6 January 2016

An article published on 3 January in the Israeli newspaper Haaretz revealed the news that the French telecom group Orange will next month put an end to its agreement with the Israeli company Partner Communications. Six years of campaigning by the Boycott-Divestment-Sanctions movement have made Orange yield and convinced its leadership to break the links with a company complicit in the brutal colonisation and crimes of the Israeli State.

It was in 2010 that an Israeli-Palestinian organisation, Who Profits, reported that Orange was present in the Israeli colonies and was providing services exclusively to the settlers and occupation soldiers. The BDS France Campaign responded to this alert by contacting the France Telecom unions, asking them to take a stand against such a presence which flew in the face of the company's charter of ethics. In 2011 SUD PTT was the first union to express its opposition within the company and was rapidly joined by the CGT, a major confederation of French trade unions. Nevertheless, in May 2011 Orange renewed its contract with Partner Communications.

In 2012, the France-Palestine Solidarity Association (AFPS) launched a wide petition to put pressure on Orange, and a joint action was organised by the BDS France Campaign, AFPS, SUD PTT and the CGT during the annual meeting of the Orange group in June 2012. The campaigning, with the participation of the National Collective for a Just and Lasting Peace between Palestinians and Israelis (CNPJDPI), was subsequently carried

out in two ways: on the one hand, with citizen protests in front of Orange branches all over France, and actions to inform the public and collect signatures via a petition in the form of postcards addressed to the Orange management; on the other hand, direct approaches were made to the Orange management, the French government and the Palestinian minister for telecommunications. The postcards were translated into Arabic during the World Social Forum in Tunis in 2013 and the campaign spread to Tunisia and also to Spain, thanks to the BDS campaign coordination in Palestine. The campaign was publicised on Facebook and Twitter and also in the mainstream press.

In 2015, an exposé by the Electronic Intifada information website tarnished the company's image even further: during the murderous Israeli attack on Gaza in the summer of 2014, Partner Orange had sponsored two combat units and provided free services to the military in the form of generators, chargers and iPads. The astonishment at that news was further reinforced by the publication of the report "Orange's dangerous liaisons", a charge-sheet drawn up by associations for the protection of human rights, including the International Federation for Human Rights, the French League of Human Rights and the Catholic Committee Against Hunger and for Development, together with the Palestinian association Al-Haq.

The campaign then spread to Morocco and above all to Egypt, a key country in Orange's strategic plan, which aimed to rename its subsidiary Mobinil, with its 30 million subscribers, as "Orange Egypt". A joint press release was issued by BDS France and BDS Egypt, and that was the final straw. Stéphane Richard, president of Orange, subsequently announced his intention to withdraw the brand from the Israeli mobile-telephone market. The ball was rolling and his denials changed nothing: now eight months later, no portable telephone in Israel will have any mention of the Orange brand. This is a particularly

crushing defeat for Haim Saban, a major investor in Partner Communications, who had declared war on the BDS campaign.

Of course, we will remain vigilant until the Orange-Partner Communications agreement has been definitively broken, and we will go on tirelessly denouncing the investments, even though reduced, that Orange still maintains in Israel. And of course, for the Palestinians the colonisation goes on apace and Partner Communications still has its 200 cell towers and telephone installations, all of them illegal, the Israeli occupation continues to kill at least one Palestinian per day, Gaza is still living under an unbearable blockade, and half of the world's Palestinians are still being prevented from returning home. But today there are two reasons for celebration: firstly because, thanks to the coordinated pressure from the BDS campaign around the world, the French company Orange will no longer participate in Partner Communications' abuses in the Israeli colonies. Secondly, this is a lesson for foreign investors who have to understand that it is no longer risk-free to profit from one of the last colonial situations existing in the world today.

As a new year begins, Orange's withdrawal from the colonies can be added to a long series of victories – Veolia, GS4, and many in the sphere of the cultural and academic boycott – which bodes well for a campaign that will inevitably, sooner or later, help to free the Palestinians from their state of servitude on their own land.